



REPUBLIQUE DU TCHAD

UNITE – TRAVAIL - PROGRES

MINISTERE DE LA PRODUCTION DE

L'IRRIGATION ET DES EQUIPEMENTS AGRICOLES

DIRECTION DE LA STATISTIQUE AGRICOLE

RAPPORT BILAN DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2018-2017

Mars 2018

Sommaire

<u>1- Faits saillants (encadré) sur la situation alimentaire et nutritionnelle du pays :</u>	3
<u>2- Résultats définitifs de la campagne agricole 2017/2018</u>	3
<u>2.1 Production agricole définitive (cultures céréalières, vivrières, industrielles ou de rente) :</u>	3
<u>2.2 Bilan céréalier ex-post 2016-2017</u>	5
<u>2.3 Bilan céréalier révisé 2017-2018 :</u>	5
<u>3- Situation pastorale</u>	6
<u>3.1 Etat des pâturages et l'abreuvement pour le bétail (disponibilité et accessibilité aux ressources pastorales) :</u>	6
<u>3.2 Situation zoo sanitaire et mouvement des animaux :</u>	7
<u>4- Situation nutritionnelle (année en cours)</u>	7
<u>4.1 Situation de la malnutrition aiguë globale (MAG) :</u>	7
<u>4.2 Prévalence de la MAG issue d'une enquête en soudure ou post récolte de l'année en cours dans les différentes régions/provinces</u>	7
<u>4.3 Situation de la prise en charge de la malnutrition</u>	7
<u>4.4 Évolution des centres de prise en charge (augmentation, diminution, rupture d'intrant à quelle période, taux de couverture etc.)</u>	7
<u>4.5 Situation des admissions de la malnutrition aiguë sévère des enfants</u>	7
<u>4.6 (Évolution des admissions MAS au cours des 3 derniers mois et comparaison de cette évolution par rapport à la même période de l'année passée et/ou par rapport à 3 ou 5 dernières années)</u>	7
<u>4.7 Situation des admissions de la malnutrition aiguë modérée des enfants et des femmes enceintes et allaitantes</u>	7
<u>4.8 Évolution des admissions MAM au cours des 3 derniers mois et comparaison de cette évolution par rapport à la même période de l'année passée et/ou par rapport à 3 ou 5 dernières années)</u>	7
<u>5- Evolution des prix des produits agricoles, du bétail et dynamique des marchés</u>	7

5.1 Analyse du niveau d'approvisionnement des marchés en céréales, tubercules, légumineuses et en bétail ;	7
5.2 Niveau des stocks céréaliers (publics, commerçants, et autres)	8
5.3 Evolution des prix des produits agricoles et du bétail, la comparaison par rapport à leur niveau de l'année passée à la même période et à la moyenne des cinq (5) dernières années ;	9
5.4 Analyse des termes de l'échange	10
5.5 Dynamique des flux au niveau des frontières (Niveau des importations et des exportations et leurs impacts sur prix locaux).	11
6- Résultats de l'analyse avec le Cadre Harmonisé (CH) de février-mars 2018	12
7- Actions ou interventions d'urgence en cours et/ou programmées à l'endroit des populations vulnérables (y compris celles de Nutrition).	14

- **Faits saillants (encadré) sur la situation alimentaire et nutritionnelle du pays :**

Il s'agit de faire ressortir les éléments clés qui permettent de caractériser la situation alimentaire et nutritionnelle de l'année de consommation en cours

- **Résultats définitifs de la campagne agricole 2017/2018**

- Production agricole définitive (cultures céréalières, vivrières, industrielles ou de rente) ;
- Evolution de la production céréalière définitive 2017-2018 ;

Les résultats définitifs de la campagne agricole 2017/2018 donnent une production céréalière de 2 716 900 tonnes contre une prévision de 2 862 610 tonnes, soit une baisse de 5%.

Cette baisse s'explique par :

- les attaques des chenilles foreurs de tiges sur les cultures du berbéré notamment au Guera et au Salamat réduisant les superficies récoltables;
- La réduction des superficies prévues en blé dans la région du Lac au profit d'autres cultures de rente (fenugrec,) ;
- La surestimation des rendements prévisionnels (Rendements mesurés en dessous des rendements prévus) ;

Comparativement à l'année dernière et à la moyenne quinquennale, cette production a connu également en baisse respectivement de 5% et 2% à cause de :

- démarrage tardif de la campagne dans le sahel-Ouest et le Nord-Est;
- inondations, séquences sèches, ennemis de cultures et arrêt précoce des pluies par endroit;
- difficultés liées au labour aux tracteurs ;

- engouement des producteurs pour certaines cultures de rente (sésame).

Par rapport aux productions de 2016, les principales cultures, que sont le sorgho, le mil pénicillaire, le berberé et le maïs, ont connu des baisses de productions respectives de -5%, -9% -14% et -11%. Ces baisses de productions s'expliquent notamment par la réduction des emblavures par rapport à l'année dernière ; les séquences sèches relativement longues observées çà et là dans la zone agricole du Pays, l'arrêt précoce des pluies à la première décade de septembre dans certaines localités de la zone sahélienne (le Batha, le Guera, le Sila, le Ouaddaï), les dégâts des chenilles sur le berberé principalement au Guera et au Salamat ainsi que le conflit intercommunautaire dans le Salamat et les inondations qui ont détruit près de 25 303 hectares de cultures (sorgho, maïs, taro, etc.) notamment dans la zone soudanienne (région de Sarh, de Mandoul,).

Quant au riz, on observe une légère hausse de 2% par rapport à l'année dernière.

Comparativement à la moyenne quinquennale, le sorgho reste équivalente pendant que les autres spéculations enregistrent des baisses notamment le berberé (-5%), le mil (3%), le maïs (-1%), le riz (-4%) et le blé (-33%) (**Tableau 1**).

Tableau 1: Comparaison des productions céréalières

	Mil	Sorgho	Maïs	Riz	Berberé	Blé	Total
Déf 2017/2018	660 175	946 295	396 506	263 555	448 500	1 870	2 716 900
Prév 2017/2018	698 645	959 691	396 587	280 879	523 028	3 779	2 862 610
2016/2017	725 677	991 045	443 779	257 701	453 716	1 742	2 873 660
Moy 5 ans	683 038	943 796	400 024	274 490	469 775	2 804	2 773 926
Var 2017-18 % Prév	-5,5%	-1,4%	0,0%	-6,2%	-14,2%	-50,5%	-5,1%
Var 2017-18 % 2016	-9%	-5%	-11%	2%	-1%	7%	-5%
Var 2017-18 % Moy 5 ans	-3%	0%	-1%	-4%	-5%	-33%	-2%

Source: DESA/ANADER

- Evolution de la production du riz de 2011 à 2018

La production du riz comme la production des autres céréales, est distributaire des aléas climatiques tels que les inondations, la sécheresse et les ennemis de cultures. cette dépendance fait que les données oscillent en dents de scie.

Malgré que les superficies ont augmentés de 2011 à 2019 de 59,22%, malheureusement les rendements demeurent toujours pour plusieurs raisons: (1) le manque des engrais, l'absence des semences améliorées et la faible maîtrise des intéraires technique de la culture du riz.

L'augmentation de la production provient de l'augmentation de la superficie et non d'encadrement technique ni des intrants agricoles.

De la période de 2011 à 2018, montre que le nombre des producteurs s'accru et ce qui s'expliquerait la croissance de la superficie (53,84%) et la production à 50,3%). Le nombre des producteurs du riz est estimé à 55 287 personnes. La superficie moyenne par

exploitation est de 3,17 hectares. la production du riz est dominée par le système d'exploitation pluvial avec une faible utilisation des engrais minéraux et une faible utilisation de itinéraires techniques..

Tableau 2 : Evolution de la production du riz de 2011 à 2018

Année	Riz			Totales céréales		% riz par rapport aux totales céréales	
	Superficie Emblavée (ha)	Rendement (kg/ha)	Production (t)	Superficie Emblavée (ha)	Production (t)	Superficie Emblavée (%)	Production (%)
2011	120 791	1 430	172 687	2 619 643	1 657 182	4,6	10,4
2012	145 560	1 298	188 911	3 393 568	3 172 412	4,3	6
2013	215 146	1 758	378 246	3 179 095	2 622 364	6,8	14,4
2014	193 717	1 570	304 112	3 212 184	2 748 668	6	11,1
2015	172 012	1 415	243 478	3 058 448	2 452 528	5,6	9,9
2016	182 404	1 413	257 701	3 401 980	2 873 660	5,4	9
2017	191 029	1 380	263 555	3 292 417	2 716 900	5,8	9,7
2018	185 825	1 397	259 540	3 384 176	3 021 973	5,5	8,6
Taux de croissance (2011 à 2018)	53,84	-2,31	50,30	29,18	82,36	19,57	-17,31
Moyen (2011 à 2018)	175810,50	1457,63	258528,75	3192688,88	2658210,88	5,50	9,89

- Evolution de la production céréalière (globale) par habitant 2017-2018

La variation de la production céréalière par habitant pour la campagne 2017/2018 a connu une baisse de 9% par rapport à celle de l'année dernière et de 12% par rapport à la moyenne quinquennale.

Ces baisses de la production par habitant s'expliquent par la baisse de la production de la campagne 2017/2018 d'une part et de l'accroissement de la population d'autre part (tableau 2).

Tableau 3: Comparaison des productions céréalières (globale) par habitant

	Production	Population	Production/hbt (Kg/hbt)
2017/2018	2 716 900	15 162 044	179
2016/2017	2 873 660	14 649 076	196
Moy 5ans	2 773 926	13 679 586	203
Var 2017%2016			-9%
Var 2017/18 % Moy 5 ans			-12%

Source: DESA/ANADER

- Evolution de la production de rente 2017-2018 s

La production des oléagineux et des légumineuses est évaluée à de 1 022 068 tonnes contre 1 062 154 T en prévisionnels, 1 015 319 T l'année dernière et 1 057 323 T la moyenne des 5 dernières années.

Elle est en baisse par rapport aux résultats prévisionnels et à la moyenne quinquennale respectivement de 3,8% et 3% mais reste légèrement supérieure à celle de l'année dernière de 1%. Comparées aux prévisionnels, la production du sésame a enregistré la baisse la plus importante (-10%). Elle est suivie de celle de l'arachide (-5%).

Ces baisses de production s'expliquent par l'arrêt précoce qui a impacté négativement les rendements.

La production arachidière reste équivalente à celle de l'année dernière mais enregistre une baisse de 6% par rapport à la moyenne des 5ans.

Par contre le sésame et le niébé ont connu des hausses de productions par rapport à celles de l'année dernière (respectivement de 3% et 5%) et à la moyenne des 5 ans respectivement de

4% et 18% (**Tableau 4**).

Ces hausses de productions par rapport à 2016 et à la moyenne s'expliquent par la forte demande sur les marchés pour ces produits.

Tableau 4 : Comparaison des productions de rente (Arachide, Sésame et Niébé)

	Arachide	Sésame	Niébé	Total
Déf 2017/2018	870 094	158 715	151 974	1 022 068
Prév 2017/2018	920 067	175 624	142 087	1 062 154
2016/2017	871 249	153 611	144 070	1 015 319
Moy 5 ans	929 070	152 318	128 253	1 057 323
Var 2017-18 % Prév	-5%	-9,6%	7%	-3,8%
Var 2017-18 % 2016	-0,1%	3%	5%	1%
Var 2017-18 % Moy de 5ans	-6%	4%	18%	-3%

Source : DSA/ANADER

- Evolution des productions des autres cultures vivrières 2017-2018

La production des autres vivriers est évaluée à 553 858 tonnes contre 574 771 tonnes en prévisionnels ; soit une baisse d'environ 4%. Cette production est également en baisse par rapport à l'année dernière mais connaît une légère hausse de 2% par rapport à la moyenne quinquennale. Ces baisses de production se justifient par la baisse de rendement par rapport aux rendements prévisionnels.

Tableau 5: Comparaison des productions des autres cultures vivrières

	Manioc	Patate	Taro	Pois terre	Total
Déf 2017/2018	290 584	199 912	28 652	34710	553 858
Prév 2017/2018	298 928	210 381	28 652	36810	574 771
2016/2017	492 534	170 431	18 974	37551	719 490
Moy 5 ans	249 403	243 764	16 763	34759	544 689
Var 2017-18 % Prév	-3%	-5%	0%	-6%	-4%
Var 2017-18 % 2016	-41%	17%	51%	-8%	-23%
Var 2017-18 % Moy	17%	-18%	71%	0%	2%

- **Source :** DSA/ANADER

- **Bilan céréalier ex-post 2016-2017**
- **Bilan céréalier révisé 2017-2018;**

Le bilan céréalier révisé avant les importations et les exportations dégage un déficit brut de 163 500 tonnes. En prenant en compte les importations et les exportations, le déficit net s'élève alors à 112 184 tonnes. La disponibilité apparente est de 154 Kg/personne/an ; Soit une baisse par rapport à celle de l'année dernière (.... Kg/personne/an) et de la norme FAO (159 Kg/personne/an).

Tableau 6: Bilan céréalier révisé 2017-2018

	POSTES	RIZ	BLE	MIL/SORGHO MAIS/AUTRES	TOTAL
Population au 30/04/2018					15 162 044
I. DISPONIBILITES		154 392	10 852	2 118 614	2 283 858
Production					
	Production brute	263 555	1 870	2 451 475	2 716 900
	Production disponible	144 955	1 590	2 083 754	2 230 299
Stocks initiaux		9 437	9 262	34 860	53 559
	. Paysans	1 838	-	8 487	10 325
	.Commerçants	6 823	9 262	11 791	27 876
	.Gouvernement	-	-	4 000	4 000
	PAM	776	-	10 582	11 358
II. BESOINS		158 742	131 716	2 156 899	2 447 358
Norme de consommation (kg/hbt/an).		10	8	141	159
	Consommation humaine totale	151 620	121 296	2 137 848	2 410 765
Stocks finaux		7 122	10 420	19 051	36 593
	. Paysans	1 750	-	6 333	8 083
	.Commerçants	5 372	10 420	10 718	26 510
	.Gouvernement	-	-	2 000	2 000
	. Autres	-	-	-	-
III. EXCEDENT(+)/DEFICIT(-)		(4 350)	(120 865)	(38 285)	(163 500)
BRUT.					
IV. SOLDE IMPORT/EXPORT.		14 954	19 528	16 834	51 316
	.importations commerciales prévues	14 954	19 580	14 254	48 788
	. aides prévues	-	-	2 682	2 682
	. exportations prévues	-	52	102	154
V. EXCEDENT/DEFICIT() NET.		10 604	(101 337)	(21 451)	(112 184)
VI. DISPONIBLE APPARENT/HBT		11,2	2,0	140,8	154,0
	(kg)				

Source : DSA/ANADER

- **Situation pastorale**

- Etat des pâturages, abreuvement pour le bétail (disponibilité et accessibilité aux ressources pastorales) et mouvement des animaux

Le retard de l'installation des pluies, les séquences sèches assez longues observées tout le long de la saison et l'arrêt précoce des pluies n'ont pas favorisé le bon développement du couvert végétal et le bon niveau de remplissage des mares sur une bonne partie de la zone sahélienne du pays. Cette situation a entraîné des déficits fourragers importants dans certaines localités de la zone pastorale et agropastorale. A cet effet, une descente précoce des transhumants a été observée dès le mois de septembre vers les zones agricoles pourvues en pâturage. Cette descente précoce a engendré des conflits entre agriculteurs et éleveurs et a entraîné une forte concentration du bétail en zone soudanienne, au Lac Fitri dans le Batha et au niveau des zones insulaires du Lac Tchad.

La situation pastorale en fin février est marquée par une faible disponibilité des ressources pastorales et l'assèchement précoce des points d'eau en zone pastorale et agropastorale. Les éleveurs sédentaires des régions déficitaires font de grandes distances à la recherche des pâturages et d'eau. La soudure pastorale a commencé précocement, dès le mois de mars. Elle sera longue cette année pour les éleveurs, ce qui dégradera davantage l'état d'embonpoint des animaux qui commence déjà à se détériorer.

- Situation zoo sanitaire

La situation zoo-sanitaire est globalement calme dans l'ensemble du pays. Toutefois, malgré les campagnes de vaccination entreprises par l'Etat et ses partenaires, des cas sporadiques de maladies, telles que les parasitoses, les telluriques, la trypanosomiase, la péripneumonie contagieuse bovine (PPCB) dormante et la maladie de Newcastle, ont été signalés mais sans incidences majeures.

- **Situation nutritionnelle (année en cours)**

- Situation de la malnutrition aiguë globale (MAG) ;
- Prévalence de la MAG issue d'une enquête en soudure ou post récolte de l'année en cours dans les différentes régions/provinces
- Situation de la prise en charge de la malnutrition
- Évolution des centres de prise en charge (augmentation, diminution, rupture d'intrant à quelle période, taux de couverture etc.)
- Situation des admissions de la malnutrition aiguë sévère des enfants
- (Évolution des admissions MAS au cours des 3 derniers mois et comparaison de cette évolution par rapport à la même période de l'année passée et/ou par rapport à 3 ou 5 dernières années)
- Situation des admissions de la malnutrition aiguë modérée des enfants et des femmes enceintes et allaitantes
- Évolution des admissions MAM au cours des 3 derniers mois et comparaison de cette évolution par rapport à la même période de l'année passée et/ou par rapport à 3 ou 5 dernières années)

- **Evolution des prix des produits agricoles, du bétail et dynamique des marchés**

- Analyse du niveau d'approvisionnement des marchés en céréales, tubercules, légumineuses et en bétail ;

Le niveau d'approvisionnement des marchés est hétérogène suivant les régions. Il est satisfaisant pour la plupart des régions de la zone soudanienne et du Sahel Est à l'exception du marché de Biltine. Ces marchés sont approvisionnés par les récoltes de la production agricole globalement moyenne et les importations des certains produits, tels que le riz, la farine du blé, l'huile, etc. venant de la Libye, du Soudan et du Cameroun. Toutefois, les marchés des régions du Borkou, de l'Ennedi Est, de l'Ennedi Ouest et du Tibesti affectés par la baisse des importations de la Libye et du Soudan du fait de l'insécurité et certains marchés du Kanem, Bahr El Ghazal à cause de la baisse de la production agricole connaissent une baisse du niveau de l'approvisionnement.

La demande céréalière qui était faible dans l'ensemble du pays à cause des bonnes productions céréalières enregistrées en 2017, reprend mais de manière timide, surtout dans les zones déficitaires. Ainsi, à Biltine, on observe une forte dépendance aux marchés suscitée par l'épuisement des stocks et la reconstitution des stocks commerçants. Toutefois, elle reste inférieure à une année normale à cause du retard des salaires des fonctionnaires, et des conjonctures économiques que connaît le pays.

Dans les zones qui ont connu de bonnes récoltes, la demande sera inférieure car les stocks des ménages seront supérieurs à la normale. Dans les zones qui ont connu des déficits, la demande sera inférieure à cause d'une diminution du pouvoir d'achat.

Chez les commerçants grossistes, la demande en céréales serait importante. La demande institutionnelle serait inférieure à la normale à cause des difficultés financières.

- **Niveau des stocks céréaliers (publics, commerçants, et autres)**

Le niveau de stocks des commerçants, de stocks institutionnels et communautaires sont globalement en dessous de leurs niveaux habituels et ceux de l'année dernière. La baisse de la production céréalière n'a pas permis les achats institutionnels. Le niveau du stock institutionnel dans les différentes zones visitées est très faible à cause de la faible constitution de ces stocks par l'ONASA ainsi que les autres institutions humanitaires.

En zone saharienne, dépendant de l'approvisionnement des zones de production et des importations en provenance de la Lybie, les stocks sont faibles par rapport à l'année dernière et à une année normale. En effet, la baisse de la production agricole lors de la campagne agricole 2017/2018 dans la zone sahélienne cumulée avec les interdictions de sortie de céréales du Sila, la récente détérioration de la situation sécuritaire aux frontières de la Lybie, la crise économique et financière ont affecté la constitution des stocks par les commerçants.

En zone sahélienne, La situation est aussi variable entre le Sahel Est dont le niveau de stocks est relativement plus important du Sahel Ouest sur la plupart des marchés par rapport à l'année dernière à la même période. Dans le Sahel Est, le niveau actuel de stocks paysans est relativement important dans certaines zones visitées suite à la bonne récolte pluviale dans la région de Sila (excepté le département de Djourouf Al Ahmar), la région de Ouaddaï (Adré, Ouara) et un peu dans le sud de la région de Wadi Fira (Dar Tama, le Mata, l'Am-Zoer). Il reste moyen dans le département de Biltine dû à une faible répartition de la pluviométrie.

En zone soudanienne, les stocks commerciaux et communautaires sur les marchés varient de faibles à importants. Dans les régions de Mandoul et Moyen Chari, les inondations ont affecté le niveau de production. Néanmoins, la production a été importante dans la région du Mayo Kebbi Ouest. Les prévisions d'achats institutionnels à inciter les commerçants et certaines organisations paysannes dans les régions du Logone Occidental et Oriental, dans le Mayo Kebbi Est et Ouest, dans la Tandjilé à constituer de stocks pour satisfaire à cette demande additionnelle.

Les facteurs majeurs qui jouent sur le niveau de stocks communautaires et la reconstitution des stocks commerciaux et institutionnels sont la baisse de la production agricole, en particulier la production céréalière et la détérioration de la situation sécuritaire aux frontières de la Lybie, les mesures interdisant les exportations des produits alimentaires vers le Soudan limitent les importations de produits tels que la farine de blé, l'huile, les pâtes alimentaires et le riz.

- Evolution des prix des produits agricoles et du bétail, la comparaison par rapport à leur niveau de l'année passée à la même période et à la moyenne des cinq (5) dernières années ;

Les marchés des produits alimentaires fonctionnent normalement dans presque toutes les régions du pays à l'exception du Lac où ils sont au ralenti en raison de la situation sécuritaire instable due aux conflits. Par exemple, le marché du maïs à Bagassola (Lac) ne fonctionne qu'à 20 pourcent de sa capacité normale. Les marchés sont renforcés par les récoltes de berbére qui sont presque finies. L'offre sur la plupart des marchés céréaliers est à son niveau normal grâce aux bonnes récoltes de 2017. Les importations de produits manufacturés (pâtes, huile, sucre, etc.) de la Libye et des céréales du Soudan (riz) contribuent au ravitaillement des marchés de Faya, Biltine et Abéché malgré l'insécurité qui ralentit les flux avec la Libye. Les flux internes se comportent comme en année normale dans presque toutes les régions.

Dans la plupart des marchés céréaliers, les prix affichent une tendance baissière. Une nette variabilité de prix de produits alimentaires est observée sur les différents marchés du pays avec une tendance baissière comparativement à la moyenne quinquennale. Cette tendance des prix s'observe sur le prix du mil avec une moyenne nationale de - 11 pourcent. Cette moyenne se désagrège dans les deux grandes zones, sahélienne (-6 pourcent) et soudanienne (-12 pourcent). A Moundou, une baisse de 14 pourcent est rapportée sur le prix du mil en février 2018, alors qu'à Abéché, on note une baisse de 9 pourcent comparée à la moyenne quinquennale (graphique 1). Ces baisses s'expliquent par la bonne disponibilité résultant de la bonne production céréalière de la campagne agricole 2017 -2018. On observe cependant la tendance inverse dans certains marchés tels que Mangalmé, où le prix du sorgho a augmenté de 18 pourcent comparé à la moyenne à cause de l'assèchement du berbére. La faible demande sur les marchés contribue à cette stabilité du niveau des prix. Inversement une timide reprise est rapportée sur le sorgho qui affiche une légère hausse nationale de 16 pourcent. A Abéché et Sarh, des hausses respectives de 7 et 6 pourcent, comparées à la moyenne quinquennale sont enregistrées (Graphique 2). Au Lac, le prix du maïs affiche une baisse de 6 pourcent, en février 2018, comparée à la moyenne quinquennale suite aux nouvelles récoltes de la contre saison froide en cours.

Les marchés à bétail connaissent des arrêts des exportations depuis près de trois ans suite aux hostilités aux frontières nigérianes due aux conflits avec Boko haram. En guise d'illustration, sur les marchés de Mao et Mondo, le prix des petits ruminants varie de - 21 à - 22 pourcent respectivement, comparés à la moyenne quinquennale. En définitive, cette tendance baissière induit une détérioration des termes de l'échange dans les zones pastorales.

Graphique 1 : Evolution du prix du mil à la consommation à Abéché

Source : FEWS NET

Graphique 2 : Evolution du prix du sorgho à la consommation à Sarh

Source : FEWS NET

- Analyse des termes de l'échange

Malgré la baisse de prix des céréales, les Termes de l'Echange (TDE) petit ruminants/céréales se sont détériorés en défaveur des ménages pasteurs et agropasteurs. Les baisses les plus marquées par rapport à ceux de la moyenne de cinq dernières années sont enregistrées à Mongo (32%), Mao (27%), Oum Hadjer (26%), Moussoro (25%) et Biltine (23%). Cette détérioration des termes de l'échange limite l'accès aux aliments et réduit le pouvoir d'achat aux ménages pauvres pasteurs et agropasteurs (**Graphique 3**). Cependant, les TDE sont en faveurs de l'éleveur à Abéché, un caprin moyen rapporte en février 2018, 73 kg de mil, alors qu'en année normale (moyenne de cinq dernières années), il ne rapportait 67 kg, soit une hausse de 9% (Graphique 3).

Graphique 3 : Evolution des termes de l'échange bétail/céréales

- Dynamique des flux au niveau des frontières (Niveau des importations et des exportations et leurs impacts sur prix locaux).

Le circuit de commercialisation des céréales n'a pas subi de changements majeurs. D'une manière générale, les échanges commerciaux se font entre les marchés d'une même région, entre les régions et dans de faibles cas sur les échanges transfrontaliers (Soudan, Cameroun). Les flux de céréales varient selon les zones agro écologiques dans le pays.

Dans les zones saharienne et sahélienne, les produits céréaliers (mil, sorgho, berbéré, maïs, riz, etc.) proviennent pour la plupart de la production locale. Cependant, le berbéré (sorgho de décru) du Salamat alimente la plupart des marchés de la zone sahélienne, notamment les marchés de Guera, du Batha et en mil par les marchés de Hadjer Lamis et du Ouaddaï. Quant aux marchés de Bahr El Ghazal et du Kanem, ils sont alimentés en mil et en sorgho par les marchés du Batha et de Hadjer Lamis, mais aussi en maïs par ceux du Lac. On retrouve aussi le maïs du Lac dans les marchés des grandes agglomérations comme le marché à Mil de N'Djamena.

Dans la zone soudanienne, la plupart des marchés sont alimentés par des productions locales. Le marché de Pala constitue une vaste concentration de produits céréaliers (mil, sorgho, maïs, riz local). Il contribue à desservir les marchés environnants et même les marchés des grandes agglomérations comme N'Djamena et Moundou.

Le sésame produit à l'Est est pour la plupart destiné aux marchés du Soudan. Pour les produits de rente (Sésame et Arachide), les marchés de Pala, Léré, Fianga, Pont Carol, constituent les principaux marchés de regroupement et servent à alimenter les marchés environnants et surtout les marchés transfrontaliers camerounais et dans une certaine mesure le Nigéria.

Quant aux produits manufacturés, ils proviennent pour la plupart des grandes agglomérations ou sont importés du Cameroun, du Soudan, de la Lybie.

Les marchés de bétail sont généralement alimentés par les animaux provenant des localités environnantes. Par manque de pâturage dans certaines zones Sahéliennes et sahariennes, l'on assiste à des mouvements des pasteurs vers les régions de Hadjer Lamis et la zone soudanienne à la recherche de meilleures conditions d'alimentation du bétail pour gagner un bon embonpoint. La vente des animaux dans les pays voisins a largement chuté à cause de

la fermeture de certaines frontières mais aussi de l'insécurité liée à la secte Boko Haram et la baisse du Naira nigérian. Cependant, le marché des camelins vers le soudan connaît de plus en plus de l'importance mais se contracte avec la Lybie.

- **Résultats de l'analyse avec le Cadre Harmonisé (CH) de février-mars 2018**

- Récapitulatif des preuves utilisées par résultat de la sécurité alimentaire et par groupe de facteurs contributifs ;
- L'analyse critique des données utilisées, cas des zones dont les valeurs des indicateurs sont extrêmes ;
- Répartition des zones analysées par phase de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (en périodes courante et projetée)

SITUATION COURANTE (Mars - Mai 2018)

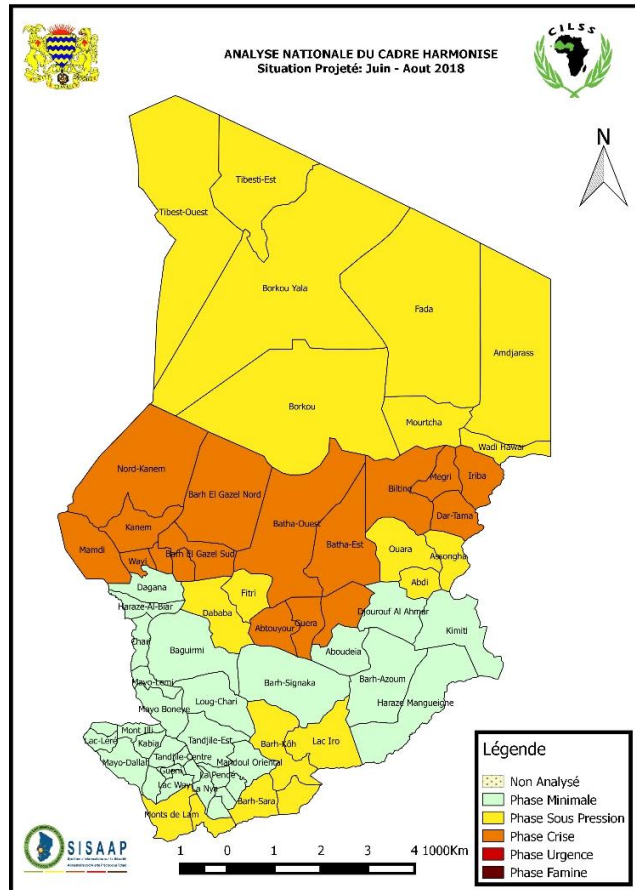
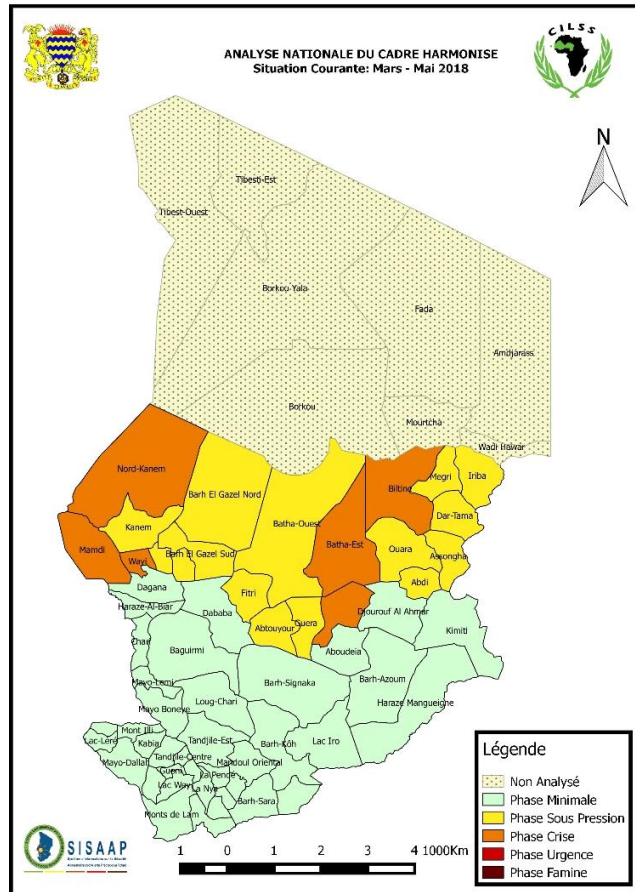
Les résultats de l'analyse révèlent qu'aucun département n'est identifié en « phase Famine » et en « phase Urgence ». Toutefois, huit (8) départements (Mamdi, Wayi, Fouli, Kaya, Batha Est, Mangalmé, Nord Kanem et Biltine) sont identifiés en « phase crise ». Quinze (15) départements (Ouara, Abdi, Assoungba, Batha Ouest, Fitri, Dar Tama, Kobe, Megri, Guera, Abtouyour, Kanem, Wadi-Bissam, Barh-El-Gazal Sud, Barh-El-Gazal Ouest et Barh-El-Gazal Nord) sont en « phase sous pression ». Trente-huit (38) départements sont en « phase minimale ».

SITUATION PROJETEE (Juin - Août 2018)

Les résultats de l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle révèlent qu'aucun département et aucune population ne serait en « phase Famine » et « phase urgence ». Cependant, dix-neuf (19) départements (Batha Est, Biltine, Mangalmé, Nord Kanem, Mamdi, Wayi, Fouli, Kaya, Batha Ouest, Dar Tama, Kobe, Megri, Guera, Abtouyour, Kanem, Wadi-Bissam, Barh-El-Gazal Sud, Barh-El-Gazal Ouest et Barh-El-Gazal Nord) seraient en « phase crise ». Dix-neuf (19) départements seraient en « phase sous pression » et trente-un (31) départements seraient en « phase minimale ».

- Résultats

cartographiques



- Estimation des populations par phase de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle en périodes courante et projetée ;

SITUATION COURANTE (Mars - Mai 2018)

Les résultats de l'analyse révèlent qu'aucune population n'est identifiée en « phase Famine », mais près de 17 084 personnes sont identifiées en « phase Urgence » et 606 897 personnes sont estimées en « phase crise ». Ces personnes nécessitent une assistance humanitaire y compris une aide alimentaire gratuite, et autres activités de relèvement et de renforcement de la nutrition, de la santé, des moyens d'existence et des capacités de résilience.

Les populations en « phase sous pression » sont estimées à environ 2 392 802 personnes et celles en « phase minimale » sont évaluées à 10 444 446 personnes. Ces personnes n'ont pas besoin d'une assistance alimentaire immédiate, mais nécessitent un soutien pour renforcer leur résilience, développer leurs moyens d'existence et maintenir le taux de malnutrition aiguë à des niveaux acceptables.

SITUATION PROJETEE (Juin - Août 2018)

Les résultats de l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle révèlent qu'aucune population ne serait en « phase Famine ». Toutefois, près de 304 038 personnes seraient identifiées en « phase Urgence », et près de 956 668 personnes seraient en « phase crise », c'est à dire en situation de déficit considérable de la consommation alimentaire et avec des taux de malnutrition supérieurs au seuil d'urgence. Les personnes vulnérables, notamment les plus pauvres, nécessiteront une assistance humanitaire y compris une aide alimentaire gratuite, de ventes à prix modérés et autres activités de relèvement et de renforcement de la nutrition, de la santé, des moyens d'existence et des capacités de résilience.

Les populations en « phase sous pression » seraient estimées à 2 941 367 et en « phase minimale » à environ 9 923 301 personnes. Ces personnes n'ont pas besoin d'une assistance alimentaire immédiate, mais nécessitent un soutien pour renforcer leur résilience, développer leurs moyens d'existence et maintenir le taux de malnutrition aiguë à des niveaux acceptables.

Tableau : Nombre des populations suivants les phases de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

	Courante (Mars - Mai 2018)		Projetée (Juin - Août 2018)	
	Département	Population	Département	Population
Phase famine	0	0	0	0
Phase urgence	0	17 084	0	34 038
Phase crise	8	606 897	19	956 668
Phase sous pression	15	2 392 802	19	2 941 367
Phase minimale	38	10 444 446	31	9 923 301

Source : CNA-CH, Mars 2018

- Comparaison des résultats de l'analyse de février-mars 2018 à ceux des cycles d'analyse de 2017 (février-mars et octobre-novembre 2017) et justification des écarts

- **Actions ou interventions d'urgence en cours et/ou programmées à l'endroit des populations vulnérables(y compris celles de Nutrition).**

Sur la base des résultats de l'analyse du Cadre Harmonisé, une retraite technique regroupant les principaux acteurs intervenant dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition, du pastoralisme et de la gestion des risques, a été organisée du 11 au 15 Décembre 2017 à MARA. Cette retraite a permis d'élaborer de manière participative et consensuelle le présent Plan National de Réponses (PNR) dont l'objectif global est d'apporter une assistance humanitaire aux populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle. Les principaux domaines d'interventions prioritaires identifiés pour ce PNR sont :

- l'assistance alimentaire aux personnes en insécurité alimentaire en phase crise et urgence ;
- la prévention et la prise en charge de la malnutrition ;
- l'appui au relèvement des ménages en insécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- l'appui aux moyens d'existence des ménages agro-pasteurs et pasteurs;
- le suivi-évaluation de la mise en œuvre du PNR.

Ce plan National de réponses tient exclusivement compte des personnes en insécurité alimentaire aigue en « phase crise » et « urgence » identifiées par l'analyse CH de novembre 2017 pour une période de couverture de décembre à Mars 2018 pour l'assistance alimentaire. Par contre, la prévention et la prise en charge des enfants et femmes malnutris ont été établies sur une période de 12 mois avec une ration de couverture de 90 jours pendant la période de soudure pour les enfants de 6 à 23 mois. En ce qui concerne l'appui à la production animale, la réponse concerne principalement la période de la soudure pastorale (Mars à Juin 2018).

Le coût global de financement du plan national de réponse de 2018, est estimé à soixante-trois milliard huit cent vingt-huit millions six cent quatre-vingt-quatre mille cinq cent soixante-neuf **63 828 684 569** Francs CFA et se répartit par domaine d'intervention comme suit :

- L'assistance alimentaire est constituée des vivres et/ ou des transferts monétaires pour les populations en phase « crise » et « urgence », dont le coût s'élève à **8 559 384 429** Francs CFA pour une population estimée à 317 983 personnes.

- Prévention et prise en charge de la malnutrition, seront pris en charge 169 172 enfants de moins de cinq ans atteints de malnutrition aiguë sévère (MAS), 116 421 femmes enceintes et allaitantes et 322 420 enfants atteints de malnutrition aiguë modérée (MAM). Le coût est de **46 264 995 348** Francs CFA.
- L'appui au relèvement des ménages en insécurité alimentaire et nutritionnelle leur permettra de disposer des intrants pour relancer leurs activités de production pendant la prochaine campagne agropastorale et de contre-saison ou de reconstitution du cheptel à travers la distribution des petits ruminants. Le coût de l'appui au renforcement de la résilience s'élève à 2 437 871 967 Francs CFA au bénéfice 52 997 ménages.
- L'appui aux ménages pasteurs et agropasteurs en aliments bétail et intrants vétérinaires pour préserver leurs moyens d'existence est estimé à **6 459 526 326** Francs CFA pour couvrir les besoins de 1 493 747 têtes de bétail composés de bovins, ovins/caprins et camelins.
- Le Suivi-Evaluation de la réponse pour une bonne mise en œuvre de ce PNR est de **82 282 500** Francs CFA.

DOMAINES D'INTERVENTION	ACTIONS D'ATTENUATION EN COURS ET/OU PROGRAMMEES		POPULATIONS CIBLES / BENEFICIAIRES	COÛT	CONTRIBUTION BUDGET NATIONAL	CONTRIBUTION DES PARTENAIRES
ASSITANCE ALIMENTAIRE						
	Distribution de vivres					
	Vente des céréales à prix subventionné					
	CFW ou FFW					
	Distribution de cash inconditionnel					
	Etc.					
REHABILITATION OU PROTECTION DES MOYENS D'EXISTENCE						
	Appui à la production agricole					
	Appui à la production animale					
	Distribution de tente couverture					
	Distribution de matériels domestiques					
	Etc.					
NUTRITION						
	Nombre d'enfants malnutris pris en charge d'octobre 2017 à février					
	Activités de prévention de la malnutrition					
	Etc.					

• **PRESENTATION POWER POINT (PPT) PAYS**

Le plan de présentation (ppt) est le suivant :

N°	INTITULE	NOMBRE DE DIAPOSITIVES
1	Page de garde	1
2	Plan de présentation	1
3	Faits saillants sur la situation alimentaire et nutritionnelle	1
4	Résultats définitifs de la campagne agricole 2017-18 • Variation des productions agricoles (céréales, tubercules et de rente) 2017-18 par rapport à 2016-17 et à la moyenne des 5 dernières années • Variation des productions céréalières par personne 2017-18 par rapport à 2016-17 et à la moyenne des 5 dernières années • Variation des productions halieutiques 2017-18 par rapport à 2016-17 et à la moyenne des 5 dernières années	3
5	Bilans céréaliers	1
6	Situation pastorale	1
7	Situation des marchés agricoles et à bétail	2
8	Situation de la malnutrition aigue • Résultats d'enquête nutrition (période de collecte, indicateurs, prévalence etc.)ou, • Graphiques de Situation de la prise en charge de la malnutrition du dernier semestre et comparaison avec l'année dernière à la même période et 3 ou 5 dernières années (enfants MAS, MAM et FEFA)	1
9	Résultats de l'analyse avec le CH • Récapitulatif des principales preuves utilisées ; • Analyse critique des données utilisées, cas des zones présentant des valeurs extrêmes pour les indicateurs de résultats • Résultats cartographiques • Estimation des populations vulnérables par phase de classification (périodes courante et projetée) • Comparaison des résultats de février-mars 2018 à ceux de février-mars et octobre-novembre 2017 ;	5
10	Mesures et interventions de soutien aux	1

	populations vulnérables	
11	Difficultés ou contraintes majeures et recommandations (3 de chaque)	1
12	Page de fin de la présentation	1
	Total	19